
NOTE DE SYNTHÈSE

11^e cycle de conférences téléphoniques du Réseau des pays
du Mouvement SUN
6 – 11 novembre 2013

La onzième réunion des pays du Mouvement SUN a eu lieu du 6 au 11 novembre 2013. Pour des raisons de logistique et de fuseau horaire, huit appels étaient programmés pour les pays des zones géographiques suivantes : Asie anglophone I, Asie anglophone II, Afrique anglophone I, Afrique anglophone II, Afrique anglophone III, francophone I, francophone II, hispanophone I.

Chaque téléconférence suivait le même ordre du jour. La présente note est une synthèse de toutes les téléconférences.

PARTICIPANTS : Bangladesh, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Tchad, Congo Brazzaville, RD Congo, Côte d'Ivoire, El Salvador, Gambie, Ghana, Guatemala, Guinée-Conakry, Haïti, Indonésie, Kenya, Malawi, Mali, Myanmar, Népal, Nigéria, Pakistan, Pérou, Rwanda (comme auditeur), Sierra Leone, Sri Lanka, Tadjikistan, Tanzanie, Ouganda, Zambie, État indien du Mahārāshtra, Emorn Wasantwisut, NK Sethi, Bibi Giyose, SCN, REACH, Secrétariat du Mouvement SUN.

L'Éthiopie, le Kirghizistan, le Laos, Madagascar, la Mauritanie, le Mozambique, la Namibie, le Niger, le Sénégal, le Soudan du Sud, le Yémen, le Zimbabwe n'étaient pas en mesure de participer.

ORDRE DU JOUR : La dernière série de conférences téléphoniques était la première depuis le Rassemblement global du Mouvement SUN et les trois thèmes de discussion étaient : 1) discussion thématique sur les plates-formes multi-acteurs 2) mise à jour sur les progrès des pays en ce qui concerne les quatre indicateurs de processus, et 3) les aboutissants du Rassemblement global.

1) Discussion thématique sur les plates-formes multi-acteurs

Avec un désir croissant de partager et d'apprendre, cette téléconférence était une première occasion d'avoir des discussions thématiques spécifiques entre les pays. La thématique de cet appel concernait le « Fonctionnement des plates-formes nationales et locales multi-acteurs pour le renforcement de la Nutrition ». Les équipes pays étaient invitées à répondre aux questions suivantes :

Mise en place et/ou renforcement de la plate-forme multi-acteurs

- Quelles sont les principales étapes pour la création d'une plate-forme multi-acteurs fonctionnelle et active (à la fois aux niveaux national et régional) ?
- À quel niveau les plates-formes multi-acteurs fonctionnent-elles dans votre pays (au niveau national ? provincial ? communautaire ? du district ?)
- Quels mécanismes ont été mis en place et quelles mesures ont été mises en œuvre dans votre pays afin d'assurer une bonne coordination et l'harmonisation entre les plates-formes multi-acteurs locales et nationales ?

Participation active des différents acteurs dans les plates-formes multi-acteurs :

- Lesquels, parmi les groupes d'acteurs suivants, sont plus difficiles à faire participer dans votre pays et pourquoi : ministères / société civile / secteur privé / parlementaires / collectivités locales / universités ? Que fait-on pour améliorer leur engagement et aligner leurs interventions à des plans consensuels de renforcement de la nutrition ?
- Les rôles et responsabilités sont-ils clairement définis pour chaque acteur ?

Mettre en place une plate-forme multi-acteurs est la clé de la consolidation du renforcement de la nutrition dans les pays, en particulier pour l'engagement politique de haut niveau. Les points-de-vue des pays, émis lors de cette discussion thématique, sont les suivants.

Synthèse des points de discussion :

Quand/Pourquoi une plate-forme multi-acteurs fonctionne-t-elle bien ?

- **Une participation massive et une interaction fréquente** sont importantes pour une bonne coordination. Les plates-formes multi-acteurs **favorisent l'échange entre et l'engagement des différents groupes d'acteurs. La transparence et la coopération** sont nécessaires pour passer de la planification à la mise en œuvre. Il est utile que des réunions de la plate-forme multi-acteurs se tiennent avant les conférences téléphoniques du réseau des pays du SUN en vue de leur préparation.
- **Les plates-formes multi-acteurs hébergées dans les cabinets de Ministères chargés de thématiques transversales ou au plus haut niveau des gouvernements** sont en mesure de coordonner les secteurs plus facilement que celles hébergées dans les ministères sectoriels. **Le soutien politique de haut niveau** des premiers ministres, des présidents, des ministres de la planification ou des finances est fondamental.
- **Les agences des Nations Unies et les donateurs contribuent à améliorer l'alignement sur le cadre commun de résultats.**
- **La formalisation des plates-formes multi-acteurs** grâce à l'adoption d'un texte juridique ou politique est importante.
- **La définition du rôle des plates-formes multi-acteurs** est essentielle. Il est souvent utile d'identifier les **sous-groupes** (par exemple, pour la mobilisation des ressources, la planification et la politique, la communication et le plaidoyer, le développement des capacités, le suivi et l'évaluation) ou des **domaines thématiques** (par exemple, micronutriments, alimentation du nourrisson et du jeune enfant, prise en charge thérapeutique, etc.)

Quels sont les principaux défis ?

- **Les lourdes charges de travail, l'instabilité politique et les problèmes de logistique** peuvent empêcher de rassembler les acteurs pour les réunions.
- **L'accès et la diffusion de l'information sur la nutrition de façon équitable et transparente** peuvent être problématiques.
- **La participation de certains groupes d'acteurs dans les plates-formes multi-acteurs reste limitée :**
 - **L'engagement du secteur privé** est encore limité dans de nombreux pays en raison de (i) l'absence de directives claires sur la façon de s'engager et sur le rôle du secteur privé dans les plates-formes multi-acteurs (ii) le souci d'éviter les conflits d'intérêts (CI).

- **L'engagement des universitaires** doit également s'intensifier.
 - **L'engagement du haut niveau gouvernemental** est souhaitable, mais difficile à maintenir.
- **Le lien avec les acteurs impliqués dans des approches sectorielles contribuant à la nutrition** doit être amélioré, par exemple le lien avec les OSC dans l'agriculture, les questions de genre, etc. Il est essentiel de convaincre les autres de l'importance de la nutrition et de son effet sur leur travail.
 - **La définition du mandat et l'assurance du leadership** des plates-formes multi-acteurs (MSP) est encore un défi
 - **Le renforcement des capacités des institutions et des membres des plates-formes multi-acteurs (MSP)**
 - **La définition claire des rôles et des responsabilités** de différents acteurs participant aux plates-formes, et des plates-formes à chaque niveau administratif

Existe-t-il des plateformes multi-acteurs fonctionnelles au niveau régional ?

- **La participation du Ministre des affaires intérieures ou du Ministre de l'intérieur** est importante en vue de la mobilisation des autorités locales.
- Dans certains pays, **des campagnes de déploiement du Mouvement SUN à des niveaux décentralisés** ont été organisées – améliorant la coordination en particulier au cours des processus de planification et entre les acteurs pour s'assurer de l'engagement des conseils de district ; elles sont importantes parce qu'elles permettent d'impliquer les conseils de district depuis le début.
- **Nécessité de former les acteurs** à différents niveaux pour appuyer le renforcement des capacités des points focaux. Besoin d'expliquer la philosophie de base du Mouvement SUN et de la plateforme multi-acteurs nationale.
- Dans certains pays, des **plans d'action, des bases de données** et des conseils de surveillance **sont mis au point pour surveiller l'activité au niveau du district** et participer à la mise en œuvre des activités.

2) PROGRES DES PAYS :

Mise à jour rapide sur les progrès réalisés par les pays au cours des deux derniers mois en ce qui concerne les quatre indicateurs de processus : les points focaux ont été sélectifs et concis dans leurs réponses, en soulignant un progrès majeur récemment accompli. Voir les tableaux par pays et les notes pour plus de détails.

INDICATEUR DE PROCESSUS 1

- **Lancements du Mouvement SUN ou des événements de haut niveau avec un accent sur la nutrition** : *Haïti* a prévu un lancement du Mouvement SUN pour le 24 janvier prochain. *La Côte d'Ivoire* prépare le lancement du Mouvement SUN pour le début de l'année 2014. En *Indonésie*, tous les acteurs du gouvernement, de la société civile et du monde universitaire au niveau provincial et des districts se sont réunis à l'avance et ont tenu un atelier le 28 octobre pour discuter des moyens

d'intensifier l'engagement et accélérer l'initiative des 1 000 premiers jours. Le plaidoyer, la communication et la mise en œuvre étaient au menu des discussions. *Le Pakistan* envisage le lancement du Mouvement SUN pour mi-décembre. Les Nations Unies, les donateurs, la société civile, le secteur privé se réunissent chaque semaine pour établir des liens en préalable à la cérémonie de lancement. Autrement dit, le Renforcement de la Nutrition était l'une des recommandations les plus importantes de la Conférence internationale sur la Nutrition et la Sécurité alimentaire tenue le mois dernier. *L'Ouganda* envisage d'organiser un forum de haut niveau sur la nutrition sous les auspices du premier ministre éventuellement dans la première semaine de décembre avec pour thème, le Renforcement de la Nutrition en utilisant une approche multi-acteurs. La nutrition sera une haute priorité lors de la célébration de la Journée des agriculteurs le 1^{er} vendredi de décembre au *Ghana*.

- **Initiative REACH** : *La Guinée* discute de la mise en place de l'initiative REACH cette année. Une délégation explicative avait visité le pays du 18 au 20 novembre. Au *Tchad*, une délégation régionale de REACH avait contribué à un plaidoyer de haut niveau auprès du Ministère de la santé et de la présidence pour que l'intérêt soit également porté sur malnutrition chronique au lieu de la malnutrition aiguë uniquement. Un animateur international de REACH est actuellement au *Burundi* et le recrutement d'un animateur national est en cours.
- **Engagement de la société civile dans les plates-formes multi-acteurs** : *La Guinée* travaille à la sensibilisation des organisations de la société qui jouent un rôle dans la nutrition pour le développement. Au *Bangladesh*, deux alliances de la société civile sont déjà en place, mais ont besoin de plus de travail pour assurer la complémentarité de leurs travaux. *Le Kenya* a mis en place une Alliance de la société civile qui concentre son action sur la responsabilisation du gouvernement et sur l'implication des OSC qui travaillent sur des approches contribuant à la nutrition.
- **Participation du secteur privé dans les plates-formes multi-acteurs** : *La RDC* a demandé un soutien pour mettre en place la plate-forme du secteur privé. Des défis sont rencontrés dans le travail avec le secteur privé en *Indonésie* en raison de conflits d'intérêts (CI) perceptibles. *Le Pakistan* a commencé la collaboration avec les organisations du secteur privé. La communauté des affaires au *Kenya* est en pleine expansion au-delà de son champ d'application de l'enrichissement des aliments. L'engagement des entreprises dans l'enrichissement des aliments est fort en *Tanzanie*.
- **Amélioration de la coordination et de l'harmonisation parmi les donateurs** : *La RDC* a confirmé que la Banque mondiale s'est engagée à être l'animateur des donateurs dans le pays. *Le Myanmar et le Tadjikistan* demandent du soutien pour identifier un animateur de donateurs. *L'Ouganda* prévoit la transition de l'USAID à un nouvel animateur des donateurs. Un nombre en augmentation d'OING (Save the Children, HKI, Care) s'aligne sur la Stratégie nationale pour la Nutrition en *Tanzanie*. Au *Kenya*, le code de conduite du secteur entier recommande aux donateurs de ne pas financer les acteurs qui ne sont pas alignés sur le cadre commun.
- **Obtenir l'adhésion de tous les secteurs dans les plates-formes multi-acteurs** : au *Sri Lanka*, les points focaux de 16 ministères ont été identifiés. Ils ont chacun intégré la nutrition dans leurs plans d'action. Les points focaux programment de se réunir tous les mois. *Le Kenya* est prêt à engager le Ministère des finances dans la plate-forme multi-acteur. En *Ouganda*, les objectifs du Plan d'action national pour la Nutrition sont très importants dans l'orientation de travail et l'assurance que ceux qui ont des mandats appropriés sont impliqués. *La Gambie* cible les ministères dont les activités touchent à l'eau et à l'assainissement pour les impliquer davantage dans la plate-forme multi-acteur.
- **Clarification du rôle de tous les réseaux d'acteurs** : *Le Burundi* est en cours de finalisation des termes de référence des différents réseaux. *Le Ghana* a réalisé des progrès dans la définition des tâches de sa plate-forme multi-acteur, travaille sur la définition de son mandat et essaye de garantir le leadership. Sa plate-forme multi-acteurs a mis en place différents sous-groupes (mobilisation des ressources, politiques, communication et plaidoyer, renforcement des capacités, planification). La plate-forme principale de la Gambie au niveau central établit des sous-groupes [nutrition pour la santé maternelle et infantile (jeunes), micronutriments, information, éducation et communication, suivi et

évaluation, mobilisation des ressources]. Les rôles et responsabilités des différents acteurs engagés dans la promotion de la sécurité alimentaire et la nutrition sont indiqués par la loi au *Guatemala*.

- **Renforcement des organismes chargés de l'appui à la coordination de l'intensification des efforts nationaux en matière de nutrition** : La plate-forme multi-acteurs de l'*Indonésie* est officialisée et le décret présidentiel 43 approuvé et lancé par le président le 31 octobre avec plus de 3 000 acteurs et groupes de différents ministères. Le Conseil national de sécurité alimentaire existe sous le bureau du vice-Premier Ministre au *Tadjikistan*. Les discussions se poursuivent en vue d'en faire un organe de coordination pour la nutrition. *Le Népal* doit définir l'architecture appropriée pour les plates-formes multisectorielles et multi-acteurs. *La Gambie* envisage d'étendre les mécanismes de coordination au niveau régional impliquant les mandataires du président dans chaque région qui peut potentiellement jouer un rôle dans la coordination de la nutrition au niveau régional. *La Sierra Leone* travaille sur le déploiement de la plate-forme multi-acteurs de districts en engageant les conseils. Le département de la nutrition et VIH/SIDA au Bureau du président et cabinet du *Malawi* a déployé des agents de nutrition dans les principaux ministères pour s'assurer qu'ils prennent part à des décisions prises dans le ministère. Il a mis en place des comités du niveau national au niveau communautaire afin d'assurer une approche multi-acteurs à travers le pays. *La Zambie* engage la Banque mondiale pour s'assurer que la Commission nationale d'orientation alimentaire et nutritionnelle est assez forte pour fonctionner adéquatement, et se penche sur les lacunes dans les capacités en termes de ressources humaines au niveau de district et au niveau central (pour les compétences techniques, managériales et de plaidoyer). *Le Guatemala* et le *Pérou* ont déjà établi des projets de moyenne envergure au niveau communautaire, municipal et départemental (à l'exception du niveau central), et ont tous deux mis en place des mécanismes qui facilitent l'alignement entre les plates-formes à différents niveaux administratifs. *El Salvador* est dans le processus de décentralisation de la gouvernance de la nutrition.

INDICATEUR DE PROCESSUS 2

- **Bilan de la législation et des actifs nutritionnels sur le plan national** : *La Guinée* revoit sa politique et son plan d'action multi-acteurs. Un dialogue politique aura lieu pendant un jour au début du mois de décembre et une semaine sera prise pour examiner la politique et développer le projet de plan d'action (entre le premier et le 15 décembre 2013), avec l'appui d'un consultant de l'OMS. *Le Tchad* a validé sa politique nationale de nutrition. *La RDC* a validé sa politique nationale de nutrition. Le document a été remis par le Ministre de l'éducation lors de l'Assemblée mondiale du Mouvement SUN à New York (NY SUN GG). *Le Burkina Faso* a validé sa nouvelle politique en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Ils élaborent un plan stratégique pour mettre en œuvre cette politique. *L'Ouganda* revoit sa politique de l'anémie. *Le Ghana* a finalisé sa politique nationale sur la nutrition qui a été soumise au Parlement pour approbation. La sécurité alimentaire et nutritionnelle est en cours de révision pour approbation finale en *El Salvador*. *Le Guatemala* a mis au point un certain nombre de protocoles d'action multisectoriels qui intègrent des aspects opérationnels.

INDICATEUR DE PROCESSUS 3

- **Développement de cadres commun de résultats** : *Le Mali* est en train d'élaborer un plan d'action national de la nutrition. L'équipe travaille avec l'ICF sur les coûts et la Banque mondiale envisage de s'associer. En *RDC*, la Banque mondiale est en train de recruter un consultant pour appuyer le développement du plan de nutrition multisectoriel. *La Côte d'Ivoire* met à jour son plan d'action pour le Renforcement de la Nutrition et est à la recherche de financement pour le recrutement d'un consultant. La Commission de planification au *Pakistan* tient le 22 novembre, une conférence pour l'élaboration du Plan national quinquennal – des observations seront faites pour inclure des interventions directes et indirectes. *Le Ghana* est en cours d'élaboration de son plan d'action national pour la nutrition. Le Ministère de la santé publique du *Pérou* a élaboré un plan de lutte contre la

malnutrition chronique et l'anémie, qui universalise la supplémentation en micronutriments chez les enfants de moins de trois ans. Le plan vise à atteindre 20 % de réduction du taux d'enfants anémiés en 2026, et est doté d'un budget de 4 millions de dollars US.

- **Décentralisation des plans nationaux au niveau provincial** : *La RDC* met en œuvre des projets dans les écoles primaires et secondaires afin de former les élèves à la nutrition et de mettre en place l'alimentation scolaire. Une visite est nécessaire en Côte d'Ivoire sur ces aspects. 66 % des comtés au *Kenya* ont élaboré des plans d'action pour la nutrition.

***** Plus d'informations sur cette question à l'annexe *****

PLAIDOYER ET COMMUNICATION

- The visit of a regional delegation (WFP, FAO, and UNICEF) in *DRC* allowed an advocacy at high level. *Le Burundi* a élaboré des brochures SUN-REACH. En 2014, le *Myanmar* assumera la présidence de l'ASEAN et cela devra permettre la mise en place d'une relation plus consolidée ainsi qu'une meilleure communication et coopération entre les pays de l'ASEAN sur la nutrition. *Le Népal* a organisé des réunions informelles internes dans des domaines spécifiques: le renforcement des capacités, la communication et le plaidoyer, le suivi et l'évaluation, le système d'information pour la planification. *L'Ouganda* a finalisé sa stratégie de communication et de plaidoyer.

INDICATEUR DE PROCESSUS 4

- **Suivi financier et mobilisation des ressources** : *La Guinée* plaide pour l'obtention d'une ligne budgétaire pour la nutrition et le *Burundi* a organisé une séance de sensibilisation le 29 octobre 2013, en marge de la réunion sectorielle des donateurs à Bujumbura. Le Bénin a finalisé la négociation avec la Banque mondiale pour un projet intersectoriel sur l'alimentation, la santé et la nutrition (pour un montant de 28 millions de dollars US) Un fonds commun, qui sera acheminé directement dans les districts, a été mis en place au *Malawi* avec des fonds de la Banque mondiale et l'ACDI. *La Zambie* a développé un fonds commun qui sera en mesure de soutenir des approches novatrices pour renforcer la nutrition. *Le Guatemala* dispose d'un système national de comptabilité budgétaire (SICOIN, au Ministère des finances) qui permet le suivi de l'exécution budgétaire

3) RASSEMBLEMENT GLOBAL DU MOUVEMENT SUN :

Le Rassemblement global a marqué une nouvelle phase dans le Mouvement SUN et a donné aux pays et réseaux de sympathisants, l'occasion de se réunir avec des énergies positives. Les participants ont fait part de leurs difficultés, établi de nouvelles méthodes de travail conjoint et tissé des liens dont ils tireront profit dans les mois à venir. Aucune tâche ne semblait trop difficile, mais tous ont convenu que les défis sont de taille et nécessitent des approches concertées. Il a été demandé aux équipes de pays d'exposer leurs impressions et leurs leçons tirées de l'événement avec un accent particulier sur la réorientation des activités au niveau national comme résultat de la participation à l'événement. Les réflexions générales comprenaient la rétroaction extrêmement positive sur les appels de pays ainsi que celle sur les formulaires d'évaluation pour la possibilité d'échanger et d'apprendre les uns des autres. De l'avis de beaucoup de participants, davantage de temps devrait être pris pour la discussion.

Au cours de cette série de conférences téléphoniques, un grand nombre de pays ont mis en évidence les points suivants :

- Le Rassemblement global du Mouvement SUN a donné l'occasion d'observer les progrès dans d'autres pays et était une occasion unique d'apprendre d'autres pays et faire preuve d'engagement et de l'appropriation au niveau national.

- Le Rassemblement global du Mouvement SUN était l'occasion de s'imprégner de la philosophie et de l'implication des partenaires. Elle était également l'occasion de renforcer la visibilité de l'engagement politique, de la responsabilité, de l'alignement autour d'objectifs communs.
- Le Rassemblement global du Mouvement SUN était l'occasion de rassembler les différents acteurs, mais la non-participation du secteur académique a été mise en évidence.
- La présence de la directrice générale de l'OMS a été bien accueillie.
- Le rôle des organisations régionales doit être amélioré pour organiser une nouvelle consultation à ce niveau.
- Les discussions thématiques en groupe de travail ont été très appréciées.
- Le discours du Groupe Principal a été très motivant. Les engagements des différents membres (Première Dame du Pérou) donnent un aperçu sur le moyen d'identifier et de garantir les champions de ce niveau dans les pays.
- À quelle fréquence ? Une réunion de tous les pays une fois par an est très utile et devrait se poursuivre.
- Le Secrétariat du Mouvement SUN (SMS) a convenu que l'accent est davantage mis sur les préparations et reconnu qu'il y avait des problèmes d'interprétation – en particulier du fait que plus d'un tiers des participants sont non anglophones.
- Pour le point focal et Ministre de l'agriculture du *Kenya*, la leçon tirée est que le rôle clé de la société civile est de prendre sa position de responsabilisation des communautés, de construction d'un mouvement de citoyens qui peuvent exiger des services et d'avoir l'œil sur le gouvernement afin qu'il donne toujours suite à ses engagements pris dans le Plan d'action national de Nutrition de la politique de sécurité alimentaire. *Nancy Walters* a ajouté qu'il était également important d'avoir l'œil sur les systèmes des Nations Unies et d'autres partenaires au développement.
- La représentation de haut niveau de la *Tanzanie* (Conseiller du Président et MP) est le reflet de l'importance de la nutrition et la participation a contribué à inspirer un nouvel élan dans l'engagement politique soutenu – une réunion organisée pour renforcer l'engagement politique aux niveaux régional et des districts, présidée par le Président qui a également exprimé un intérêt pour la participation du secteur de l'éducation.
- Les opportunités de plaidoyer et communication ont été inspirées par la *Tanzanie* qui cherche à travers les ministères les possibilités de leadership des secteurs
- *L'Ouganda et le Tchad* sont retournés avec un regain d'énergie pour revitaliser les plates-formes nationales, en particulier les universités.
- *Le Ghana, la RDC, la Côte d'Ivoire, le Népal et le Sri Lanka* ont trouvé en l'assemblée une grande opportunité de démontrer l'engagement les uns envers les autres.
- *La Gambie* a trouvé les exemples à la fois du *Pérou* et de *l'Éthiopie* très utiles et selon la *Sierra Leone*, l'échange avait permis de préciser que le Mouvement SUN est « le Mouvement de tout le monde » : avec tout le monde sur la même plate-forme de travail vers des objectifs communs. De même, *l'Indonésie* était particulièrement intéressante pour l'apprentissage du Pérou en raison de leurs difficultés actuelles avec les coûts des plans de nutrition.

- À quel niveau ? Le pays SUN, la *Tanzanie* a suggéré que l'engagement auprès de la plate-forme multi-acteurs du pays d'accueil permette de cerner leurs réalisations. Pour le *Ghana et la Côte d'Ivoire*, des réunions préalables donnent l'occasion de mieux préparer la participation.

ANNEXE

Organe de coordination de la plate-forme multi-acteurs de l'Ouganda : Conseil de l'alimentation et de la nutrition dans le bureau du Premier Ministre.

- Contribution des représentants de différentes plates-formes dans les processus de planification et de suivi
- **Les réunions** permettent de s'assurer que tout le monde est « dans le coup » et sont l'occasion de s'aligner à des moments clés du cycle de planification
- **Les objectifs** du Plan d'action national de la nutrition sont très importants dans l'orientation du travail et dans l'assurance que ceux qui ont des mandats appropriés sont impliqués
 - Les objectifs du plaidoyer ont tendance à aller à la société civile ;
 - Les interventions spécifiques à la nutrition vont au secteur de la santé ;
- **Défis**
 - L'accès, l'échange et la disponibilité équitables et transparents de l'information nutritionnelle dans la mesure du possible
 - Le nombre de personnes et d'organisations travaillant sur la nutrition est encore faible par rapport à l'ambition – les tâches prennent de plus en plus de l'ampleur rendant les effectifs insuffisants
- **Est-ce que cela fonctionne ?** Encore trop tôt pour le garantir – la plate-forme multi-acteurs vient tout juste d'être lancée en juin l'année dernière, mais elle fonctionne. Les plates-formes font des échanges entre elles et impliquent d'autres – aucune ne semble fonctionner en autarcie. Le progrès est effectif.
- **Un secteur ne peut pas superviser un autre !** Les choses seraient plus faciles si le Point focal SUN et la plate-forme multi-acteurs étaient logés au niveau multi-acteurs ou dans le haut niveau de gouvernement.

Organe de coordination de la plate-forme multi-acteurs du Kenya : Comité de coordination inter agences pour la Nutrition (CNAC) au sein du Ministère de la santé et de l'administration locale au niveau du comté.

- La coordination passe dans les mains du **Bureau du Président**, ce qui permettra de résoudre certaines questions de coordination
- Avant que le Mouvement SUN n'adopte l'approche « sectorielle » sous le pilotage du gouvernement et le soutien des partenaires se joignant ainsi au Mouvement SUN, le Kenya avait renforcé les méthodes de travail – une participation plus étendue et une interaction plus fréquente.
- L'environnement favorable est une preuve que les agences des Nations Unies et les donateurs ont intensifié leurs contributions : **le code de conduite avec une approche étendue à l'ensemble du secteur exige des donateurs de refuser de financer les acteurs non alignés sur le cadre commun.**
- **Défis**
 - Le lien avec les approches contribuant à la nutrition doit être renforcé – en lien avec les OSC dans l'agriculture, la différenciation homme-femme, etc.
- Examiner les besoins pour distinguer le **Réseau des Nations Unies** d'autant qu'il est déjà très impliqué dans le PANITA. Le PAM, l'UNICEF, la FAO et l'OMS examineront ensemble les

domaines thématiques et identifieront les lacunes de soutien de même qu'ils examineront les rôles des autres agences des Nations Unies.

- **L'expérience de Bibi** dans le travail avec le PDDAA sur la nutrition montre que, pour assurer l'efficacité, les participants doivent non seulement assister aux rencontres, mais faire des échanges clairs sur leurs plans, l'important étant de s'assurer que le coordinateur/point focal favorise un contact régulier et la communication de tous les participants. Bibi peut essayer d'aider par le point focal PDDAA, Terri à créer un lien avec le Ministre de l'agriculture au Kenya

Organe de coordination de la plate-forme multi-acteurs du Ghana : groupe de planification multisectorielle dans le bureau du vice-président.

- Ils ont réalisé des progrès dans la définition des tâches de plate-forme, mis en place des sous-groupes (mobilisation des ressources, politique, communication et plaidoyer, renforcement des capacités, planification)
- **Finalisé la politique nationale de nutrition** et soumis au Parlement pour approbation.
- **Le plan d'action** est en cours d'élaboration et nécessitera le soutien pour le coût ainsi que pour le suivi du financement
- **Le président de la Commission** organisera une réunion au niveau ministériel pour discuter des moyens par lesquels la nutrition peut être intégrée dans leurs programmes sectoriels respectifs
- Orientation des efforts vers la transformation **de la nutrition en un cas d'investissement** (démontrant que l'inaction en matière de nutrition coûte au gouvernement)
- **Défis**
 - Définir le mandat et assurer le leadership reste un défi
 - Le personnel de la Commission nationale de planification est très occupé dans le rôle régulier de coordination
 - Défi de faire fonctionner la plate-forme et y garantir la participation des acteurs
 - Rivalité d'intérêts et conflits d'intérêts
- **Déploiement du 14-16 CS** en « arrière-pays » pour l'échange d'informations avec d'autres OSC dans la partie nord du pays sur le Renforcement de la Nutrition (inclure la politique nutritionnelle validée)
- L'UNICEF, le PAM et d'autres ont contribué à créer une chanson pour le Mouvement SUN actuellement sur le site Web SUN
- Réponse à la **question de la Gambie** : le point focal a indiqué que le groupe de coordination fonctionne bien, mais l'entretien de cette plate-forme est assez difficile. Discussion sur les options pour la création d'un secrétariat comme une solution possible.
- Comment se servir des programmes tels que Cost of Hunger (coût de la faim) pour montrer au gouvernement comment mobiliser des ressources locales et mondiales dans cette optique – REACH inclus. Des efforts sont mis en œuvre pour que vous puissiez accéder à l'expertise pour les coûts.

Organe de coordination de la plate-forme multi-acteurs du Nigeria : Selon le Forum des partenaires à la Nutrition dans le département de la santé de la famille au Ministère fédéral de la santé,

- la **participation du Président est fondamentale** – le forum aimerait qu'il prenne part au lancement national de SUN
- La plate-forme multi-acteur dans les secteurs de l'agriculture et des affaires sexospécifiques
- Tout le monde veut exécuter des programmes en parallèle – en établissant **des rôles clés pour différents acteurs**, le Nigeria espère améliorer la cohérence
- **Défis**

- Efforts pour travailler dans tous les secteurs et collaborer avec le Ministère de l'agriculture pour une meilleure intégration du secteur de l'agriculture
- Des efforts sont réalisés pour se réunir le plus souvent possible pour échanger sur des informations et les défis, mais s'occuper de lourdes charges de travail et disposer de la logistique nécessaire pour ces rassemblements est difficile

Organe de coordination de la plate-forme multi-acteurs de la Gambie : groupe de planification multisectorielle dans le bureau du vice-président.

- Il comprend des participants et des acteurs venant d'un large éventail de secteurs et s'efforce de **faire coïncider à l'avenir les réunions de la plate-forme multi-acteurs avec des appels de pays du Mouvement SUN**
- Il doit convaincre les autres de l'importance de la nutrition et de la manière dont elle a impact sur leur travail, en ciblant les ministères travaillant dans le domaine de l'eau et de l'assainissement pour qu'ils s'impliquent davantage
- **Déploiement** : le niveau du district peut être trop difficile à envisager à ce stade d'autant qu'aucune structure n'est en place, mais, selon le plan, 7 régions administratives de la Gambie seront couvertes le mois à venir. Des représentants du président sont installés dans chaque région et peuvent potentiellement jouer un rôle dans la coordination de la nutrition au niveau régional — les plans prévoient de recenser les acteurs régionaux de la nutrition et leur rôle. Le plan prévoit également d'expliquer la philosophie du Mouvement SUN et de la plate-forme multi-acteurs nationale.
- Le besoin est ressenti d'impliquer la **société civile (SC)** (faible participation et capacités insuffisantes pour la nutrition)
- S'approcher du **Président de l'association des ONG** pour discuter des moyens d'intensifier l'engagement (planification de demande de financement du Fonds d'affectation spéciale multi-donateurs)
- **Mise en place de sous-groupes** par la plate-forme principale au niveau central
 - Nutrition pour la santé maternelle et infantile (jeunes)
 - Micronutriments
 - Information, éducation et communication
 - Suivi et évaluation
 - Plan pour mener un suivi/une évaluation sur la mobilisation des ressources
- Pas encore d'**animateur de donateurs** ; l'UNICEF a accepté de jouer ce rôle, mais temporairement, et il y a un besoin d'un accord permanent

Organe de coordination de la plate-forme multi-acteurs de la Sierra Leone : Comité directeur de sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le bureau du vice-président.

- Le **Bureau du Président se met en liaison avec le Bureau du Vice-président** pour fournir un soutien pour le Mouvement SUN
- Il exige de la **transparence et de la coopération** pour passer de la planification à la mise en œuvre
- **Déploiement** : travaux pour le déploiement au niveau des districts, mais toutes les structures non encore mises en place
- Plans du Bureau du Président en vue de la mise en place d'une vision pour l'environnement, la science, la technologie et l'innovation dans la promotion de l'agriculture, de la pêche et du développement industriel. Ils peuvent montrer **l'engagement de haut niveau** du gouvernement dans le domaine de la sécurité alimentaire et la nutrition

- **Déploiement** : grande campagne de déploiement du Mouvement SUN au niveau des districts – améliorer la coordination en particulier au cours du processus de planification et entre les acteurs pour s'assurer de l'implication des conseils de district. Il est important d'impliquer les conseils de district dès le début afin qu'ils puissent jouer le rôle de champions en cours du processus
- **La plate-forme de la société civile** est lancée et en marche – elle a préparé la proposition et élaboré un plan stratégique ; elle programme la mise en place d'un secrétariat avec l'aide du Secrétariat du Mouvement SUN (SMS). Impliquer les ONG nationales et internationales de base est très important pour les efforts de plaidoyer
- **Défis** :
 - Le secteur privé reste un défi : besoin d'orientations – notamment pour l'établissement de liens entre l'agriculture et la nutrition – comment cette orientation peut-elle aider à résoudre les problèmes de malnutrition ?
 - Faire avancer les plates-formes à la mesure des défis avec un appui mutuel entre les acteurs
 - Travaux en cours en vue de la préparation d'aliments complémentaires en utilisant des produits locaux et nécessité de comprendre le caractère saisonnier des maladies qui influencent les indicateurs de nutrition (comment les intégrer dans la programmation)

Organe de coordination de la plate-forme multi-acteurs du Myanmar : Centre national de la nutrition (NNC) au sein du Ministère de la santé

- **Animateur des donateurs** – négociations pour travailler avec l'AusAID.
- De bonnes relations avec le **Système des Nations Unies**, notamment l'UNICEF et l'OMS
- Le Myanmar tisse des liens avec les autres pays de l'**ASEAN**, en assumant la présidence de l'ASEAN, se félicitant de la possibilité de travailler davantage avec David et Emorn dans la région de l'ASEAN
- Des réunions tenues avec les partenaires de développement

Organe de coordination de la plate-forme multi-acteurs du Bangladesh : Comité directeur national multi-acteurs au sein du Ministère de la santé et de la famille

- Le Point focal est au Ministère de la santé. Il serait mieux que le Point focal soit au Cabinet du Premier Ministre. D'autres ministères sont partiellement impliqués (par exemple, le Ministère de la femme et de la protection de l'enfance), mais doivent participer davantage. **Un engagement plus intense des responsables gouvernementaux de haut niveau est nécessaire.** Mais il s'avère difficile d'obtenir l'adhésion du plus haut niveau politique
- **Deux alliances de la société civile** sont déjà en place, mais ont besoin de plus de travail pour assurer la complémentarité de leurs travaux. Le travail de la société civile est essentiel et il est très utile que le gouvernement donne l'opportunité aux différentes organisations de la société civile de jouer un rôle.
- **L'appui des entreprises, des donateurs et des Nations Unies** est pleinement intégré dans le Groupe de travail sur la Nutrition. Un engagement accru des universitaires est également nécessaire.
- **La situation politique** et les perturbations empêchent le Groupe de travail sur la Nutrition de se réunir. Élection prévue pour janvier 2014 :
- **Déploiement** : Au niveau de district et de département – peu de choses ont été faites pour la mise en place formelle de la plate-forme multi-acteurs. Le travail multi-acteur pour la nutrition est en cours, mais il n'est pas structuré. Il n'existe aucun mécanisme de communication régulière au niveau local. **Le mécanisme REACH** joue le rôle de structure d'orientation et de catalysation

dans la plate-forme multi-acteurs pour renforcer la nutrition dans le district Satkhira. Réunion au niveau de district – plus facile de former la plate-forme multi-acteurs au niveau local qu'au niveau national.

- Toutes les occasions de rencontre pour discuter de la nutrition ne devraient pas toujours retomber dans le cadre des activités du Mouvement SUN – d'autres moyens d'exprimer l'engagement de multiples acteurs autour d'un objectif commun peuvent être utilisés.

Organe de coordination de la plate-forme multi-acteurs de l'Indonésie : Ministère de coordination, Ministère du bien-être des populations au sein du bureau du Président

- **Tous les acteurs** du gouvernement, de la société civile et du monde universitaire au niveau provincial et des districts se sont réunis à l'avance et ont tenu un atelier le 28 octobre pour discuter des moyens d'intensifier l'engagement et accélérer l'initiative des 1 000 premiers jours. Le plaidoyer, la communication et la mise en œuvre étaient au menu des discussions.
- Le Ministre de l'intérieur est président du groupe de travail et a **le pouvoir de mobiliser les autorités locales**.
- **Les partenaires de développement** travaillent à harmoniser leurs activités avec les interventions prioritaires. Ils apportent de l'assistance technique à l'appui de l'initiative des 1 000 jours. **L'ONU assure un bon appui**.
- Défis de travailler avec le **secteur privé** en raison de la perception de **conflits d'intérêts (CI)**. Le Secrétariat du Mouvement SUN élabore un document de référence sur les CI qui peut aider les gouvernements nationaux à mettre en place des dispositions pour faire face à ces conflits. David a rassemblé le langage spécifique inclus dans la stratégie et feuille de route sur les CI qui a été approuvé par le Groupe principal. Ce langage des CI sera mis à la disposition des pays SUN.

Organe de coordination de la plate-forme multi-acteurs du Pakistan : Groupe des partenaires pour le développement de la nutrition au Pakistan

- Le Point focal du Pakistan est au Ministère de la planification et du développement. Des séances de réflexion ont commencé **au niveau provincial**. Différents secteurs ont été inclus des secteurs de la planification et du développement, de la santé, de l'éducation, WASH, de la responsabilisation des femmes, au secteur de l'alimentation. Ces secteurs avaient participé. Les notes d'orientation ont été mises au point et des plans ont été présentés au niveau provincial. Des interventions indirectes sont en cours de préparation.
- **Des groupes de travail techniques et comités permanents** continuent de travailler à inclure le Mouvement SUN au niveau provincial, dans 3 provinces. Des comités des provinces administrés par le gouvernement fédéral établissent de nouveau des mécanismes de coordination.
- Au **niveau fédéral**, le Groupe de travail sur la Nutrition sera représenté par les provinces.
- Le Pakistan est l'un des 7 pays impliqués dans le processus de planification du pilotage unique par les Nations Unies (One UN). Dans la deuxième phase du One UN. La sécurité alimentaire et nutritionnelle est le domaine prioritaire. Le Réseau de Nutrition de l'ONU est formé et l'appui au gouvernement aligné dans les provinces. **Le Comité directeur One UN** en cours de formation au niveau provincial avec les termes de référence incluant la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
- **Les donateurs et les Nations Unies soutiennent** les plates-formes multi-acteurs, mais le Secrétariat SUN doit encore être renforcé.
- Planification du lancement du Mouvement SUN à la mi-décembre. **Les Nations Unies, les donateurs, la société civile, le secteur privé se réunissent chaque semaine pour établir des liens en préalable à la cérémonie de lancement.**

- Le rapport du Conseil d'administration du Mouvement SUN soumis fournit des orientations aux partenaires sur les systèmes de surveillance et de coordination au Pakistan.
- Collaboration engagée avec les organisations du **secteur privé**.

Organe de coordination de la plate-forme multi-acteurs du Népal : Comité directeur pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la Commission nationale de planification (NPC) au sein de la Commission de planification (ministère des Finances)

- Au niveau national, les plates-formes multi-acteurs sont le **Comité directeur de sécurité alimentaire et nutritionnelle** de haut niveau dans la Commission nationale de planification (NPC) et le **Comité de coordination de la sécurité alimentaire et nutritionnelle** qui est au-dessous du Comité directeur qui réunit des représentants de haut niveau du gouvernement de différents ministères ainsi que, le milieu universitaire, la société civile et les partenaires extérieurs au développement. Ils sont bien établis au Népal et **se réunissent mensuellement**, mais ne l'ont pas fait ces derniers mois.
- Au **niveau du district**, le Comité directeur de sécurité alimentaire et nutritionnelle également multisectoriel et multi-acteur implique les ministères sectoriels, la société civile et les partenaires extérieurs au développement. En outre, il existe également le Groupe pour la Nutrition au Népal, un forum de partenaires externes pour le développement. Les cours de formation des formateurs auront lieu dans les prochains mois aux niveaux central et des districts à l'appui du renforcement des capacités des points focaux du secteur.
- La NPC cherche à impliquer **le secteur privé et la société civile** plus pleinement dans ces plates-formes.
- **Le mécanisme REACH** appuie la NPC pour examiner les modalités de financement.
- Nécessité de définir l'architecture appropriée **pour les plates-formes multisectorielles et multi-acteurs**. Besoin de soutien pour le Secrétariat. Des progrès pendant plus de 6 mois, mais le processus ne sera pas rapide et nécessite de l'énergie et de la patience.

Organe de coordination de la plate-forme multi-acteurs du Sri Lanka : Comité directeur national pour la Nutrition au sein du Bureau du Président :

- **Déploiement** : Comités au niveau du district dans deux provinces et expansion prévue à l'ensemble des 9 provinces après le lancement. Pas de Comités de niveau provincial pour le moment. Bases de données en cours d'élaboration pour surveiller l'activité au niveau du district.
- **Points focaux** de 16 ministères identifiés. Ils ont chacun intégré la nutrition dans leurs plans d'action. Les points focaux programment de se réunir tous les mois. Aucune formation nécessaire, car les plans sont produits. Nécessité de formation au niveau communautaire.
- Des conseils de surveillance ont été élaborés pour contribuer à la mise en œuvre des activités au **niveau des districts**.
- Comité et Conseil national pour la Nutrition présidé par le Point focal.
- **Le secteur privé** n'est pas très impliqué.

Organe de coordination de la plate-forme multi-acteurs Mahārāshtra : Comité directeur

- Des plates-formes multi-acteurs existent à différents niveaux. **Le Comité directeur est dirigé par le Ministre en chef**. La Mission de Nutrition est mise en place depuis 2005 et dispose d'une plate-forme de convergence intersectorielle entre les secteurs gouvernementaux.
- Des **comités sont en place à la Cour suprême** au niveau du secrétaire en chef,

- **Les OSC** se réunissent de temps en temps de même que le milieu universitaire (médecins), professionnels.
- **Déploiement** : Implication intense de la communauté au niveau des districts. Initiatives prises au niveau des villages et des blocs par des fonctionnaires qui ont mobilisé la communauté pour se réunir – rassemblé un soutien tant financier qu'en nature – des fiducies, des personnalités, etc.
- Le Ministre en chef organise une consultation multi-acteurs le 16 novembre sur la façon de lutter contre la malnutrition. **Avec l'invitation pour la première fois, du secteur privé.** Cette plate-forme adéquate pour faire avancer la prise de responsabilité sociale des entreprises (RSE).
- Mouvement national obligeant les PS dans le cadre de leur responsabilité sociale à fournir **2 % de leurs bénéfices pour des causes sociales - « the companies act 2013 » (loi de 2013 sur les entreprises)**
- Le ministre en chef **prend des précautions pour s'assurer que les Cols soient évités.** Pas d'implication de certains groupes comme les fabricants de biscuits. Pour la première fois, il y aura une conversation avec les entreprises.
- Deux grands groupes ont déjà commencé à travailler dans les zones tribales de l'État. En quelques années, tout sera plus clair et les progrès seront suivis.
- **Les partenariats académiques, les psychologues sociaux partenaires dans le cadre de programmes de communication** modifieront les pratiques, l'Indian Institute of Technology (Institut indien de technologie) fera des partenariats pour les nouvelles technologies de communication, des partenariats avec les hôpitaux pour le traitement médical par la nutrition, ainsi qu'avec la communauté locale (anundari de soutien pré-scolaire). Les entreprises telles que celles en charge de l'exploitation minière et d'autres industries compteront parmi les participants.
- Réalisation de vidéos – recherche de l'appui pour réaliser des vidéos doublées en langues locales pour illustrer le changement de comportement. **Recherche de partenariats** et espoir de les obtenir à court terme.

Organe de coordination de la plate-forme multi-acteurs du Tadjikistan : Conseil national de sécurité alimentaire relevant du Bureau TBC du Vice-Premier Ministre

- Utile pour le Tadjikistan pour écouter la téléconférence en tant que **nouveau au Mouvement.**
- Les **élections présidentielles viennent juste d'avoir lieu** et, ainsi, il y a des changements dans le gouvernement.
- Pas encore de plate-forme multi-acteurs, mais de nombreuses discussions à propos. Le Conseil national de sécurité alimentaire existe sous le bureau du Vice-Premier Ministre. Les discussions se poursuivent en vue d'en faire un organe de coordination pour la nutrition Dans le cadre du Conseil, il y a déjà un comité national de stratégie de sécurité alimentaire et nutritionnelle. La stratégie a été élaborée.
- **Communauté des donateurs** très respectée et encourageante. Besoin d'identifier un animateur de donateurs/partenaires au développement. Il serait mieux qu'il y ait des donateurs bilatéraux. Le Conseil de coordination du développement existe et à travers lui, les partenaires appuient le gouvernement pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
- **ONG** pas encore participantes – pas en mesure de soumettre la proposition au MPTF mais l'envisageront une fois que la plate-forme sera établie.

Emorn : Grande variété de plates-formes multi-acteurs. La plupart des pays SUN disposent de plates-formes multi-acteurs au niveau national. Environ la moitié est sous le Bureau du président, du Premier Ministre, des adjoints, de la Première Dame, de la Commission de planification. Cela donne une légitimité d'organiser des réunions à travers les secteurs. Dans d'autres cas, la plate-forme multi-acteurs est au sein des ministères – généralement le Ministère de la santé. Un sixième des pays a

établi des plates-formes multi-acteurs décentralisées dans les districts et les régions. Elles s'avèrent importantes dans la construction du soutien local et l'administration de la nutrition. 6 plates-formes multi-acteurs impliquent les parlementaires. 12 plates-formes multi-acteurs impliquent des groupes de la société civile. 6 plates-formes multi-acteurs impliquent les universités. Peu de plates-formes multi-acteurs impliquent des organisations du secteur privé. Les choses sont rendues difficiles au gouvernement à cause de conflits d'intérêts (CI). Processus en cours pour produire des documents de référence et des services pour aider les pays à s'attaquer aux conflits d'intérêts se produisant dans les plates-formes. Importance de la plate-forme multi-acteurs au niveau de la communauté – elle est y vitale.

Organe de coordination de la plate-forme multi-acteurs (MSP) du Salvador – Conseil national de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (CONASAN)

– Cette plate-forme est multi-acteur. Elle a commencé le processus d'élaboration des plates-formes de niveaux décentralisés (départements et municipalités), d'abord à travers la diffusion du plan stratégique (début d'année), puis la mise en place des comités départementaux (responsable de la formulation et du suivi de la mise en œuvre des plans multi-sectoriels, avec le CONASAN) (la semaine suivante la première plate-forme départementale sera établie)

– Appui d'envergure du système des Nations Unies à la création de la plate-forme

– Mesures destinées à renforcer les Plates-formes multi-acteurs, par la formulation participative du plan multisectoriel

1. Diagnostic de la situation (analyse des problèmes et des causes de l'insécurité alimentaire) ;
2. Sensibilisation des acteurs pour une approche globale de la nutrition (qui améliore l'impact et l'efficacité) ;
3. Conception participative du plan (objectifs, lignes d'action, activités, contributions) – un point de vue commun est créé sur la base du dialogue ;
4. Renforcement des capacités des institutions, avec le soutien de l'ONU (Diplôme) – Élaboration d'un cadre conceptuel commun et engagement

Niveau départemental :

– Diffusion dans tous les départements ;

– La définition des rôles des comités départementaux de multiples acteurs : l'élaboration des plans ministériels, suivie de l'exécution du plan, la surveillance ;

- Engagement de gouverneurs des départements, ainsi que des acteurs impliqués dans les FSN sur le territoire, y compris les conseils des maires

Niveau municipal :

- Implication des maires

- Commissions dédiées à la promotion de la Nutrition et à la prise en charge de différents déterminants de FSN

Défis pour améliorer le fonctionnement des OPM :

- Renforcement des capacités : un diplôme de 8 mois a été créé pour le renforcement des capacités des membres de la Plate-forme multi-acteurs à l'échelle nationale dans des domaines tels que le S & E, la formulation de projet, et l'approche intégrée de la Nutrition

- Il est important de définir les rôles des différents acteurs

- Participation de la société civile (participation facile, mais c'est un groupe très vaste et diversifié, qui travaille actuellement sur la mise en place de l'Alliance de la société civile) et du secteur privé (qui n'est pas habitué à s'engager dans ce type de secteurs de développement)

Organe de coordination de la plate-forme multi-acteurs du Guatemala - Secrétariat à la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SESAN)

Le système national de sécurité alimentaire établit quels sont les acteurs impliqués dans la FSN et à quels niveaux.

Au niveau national :

- La plate-forme nationale engage le gouvernement, la société civile et la coopération internationale
- Différents mécanismes d'application de la loi ont été identifiés : le **Comité technique interinstitutionnel** [qui réunit des représentants au niveau central de ces institutions qui composent le système, la société civile ainsi que le secteur privé, le milieu universitaire participe par INCOPAS (instance de consultation et de participation sociale)]

Niveau ministériel : il existe des comités ministériels de FSN :

- Les acteurs qui contribuent au Plan « Faim zéro », aux réunions mensuelles, l'ordre du jour est fixé, le gouverneur du département convoque et dirige la réunion
- Sur la base du processus de décentralisation au niveau national, il existe des conseils de développement aux niveaux suivants :

Département : CODERE – Conseil de développement

Municipalité (COMODE)

Communauté (COCODE)

Ces conseils établissent des commissions FSN : CODESAN, COMUSAN et COCOSAN

Niveau municipal :

Niveau communautaire : dans le processus de formation de **comités communautaires FSN**

Le Secrétariat à la sécurité alimentaire et nutritionnelle a des représentants aux niveaux départemental et municipal.

- L'Alignement de l'action des plates-formes locales avec la plate-forme nationale : les comités techniques qui transfèrent des renseignements du niveau central au niveau local ont été mis en place (les dirigeants départementaux et locaux sont invités à ces comités). Le Secrétariat a mis en conformité les équipes FSN qui fournissent une assistance technique et une formation aux différents niveaux
- Les systèmes d'information doivent inclure différents niveaux – devrait continuer à travailler sur un système commun d'information nutritionnelle (tables de discussion technique + équipes de soutien)

Organe de coordination de la plate-forme multi-acteurs du Pérou - Ministère du développement et de l'inclusion sociale (MIDIS)

Les mécanismes de coordination **suivants existent au MIDIS:**

- Le comité intersectoriel sur les affaires sociales (MIDIS compte sur le secrétariat technique) : 14 ministres concernés (70 % de tous les secteurs engagés)
 - Engagement intersectoriel pour promouvoir le développement des jeunes comme une priorité dans les politiques publiques : il s'agit de 4 ministères (santé, inclusion, les femmes et habitat), ainsi que l'Assemblée nationale et le Réseau des gouvernements régionaux et des municipalités
- Il existe des mécanismes en place qui favorisent l'exécution des dépenses par les gouvernements régionaux et locaux en fonction des objectifs nationaux (les niveaux de gouvernement au Pérou sont autonomes). Exemple : Plan conjoint de Nutrition : fixe des objectifs au niveau local, le financement basé sur les résultats

Mécanismes d'articulation locale et nationale ::

– Les associations de gouvernements locaux : se composent de 3 gouvernements régionaux ; ils sont des unités d'exécution, il y a également des associations composées de 8 districts qui travaillent sur des thèmes spécifiques, sont dirigées par des plates-formes de gouvernement local – des agendas des plans provinciaux et locaux opérationnels, leurs programmes sont alignés sur le Plan de Nutrition articulé.

Table ronde pour la réduction de la pauvreté : rassembler les différents niveaux du gouvernement, la société civile et la coopération internationale à différents niveaux

Défis :

Il existe une multitude d'espaces de création de consensus, mais beaucoup d'acteurs n'y sont pas impliqués, il pourrait être plus efficace de réduire le nombre de places, mais de renforcer les espaces publics

– Nécessité de développer des mécanismes (juridique, administratif, etc.) qui permettent à chaque comité d'agir

– L'alignement doit exister non seulement pour les objectifs, mais aussi pour les résultats et le rendement

MALI :

- **Coordination : Secrétariat au Ministère de la santé.** Le Président a donné autorité au Ministère de la santé pour être leader sur la nutrition. 6 Ministères clés, le secteur privé, la société civile, le comité technique REACH et les PTF participent. Existence d'une plate-forme de la société civile. Le secteur privé n'est pas toujours présent, mais a participé au processus par la présence des industriels (grands moulins ; fédération des transformateurs). N'a pas de plate-forme propre pour l'instant.
- Même si le Ministère de la santé réussit à mobiliser l'ensemble des acteurs, il s'avère que l'ancrage en son sein n'est pas satisfaisant. Un rehaussement du niveau d'ancrage est nécessaire.
- **Le Conseil National de nutrition (plate-forme multisectorielle) est en gestation.** Le secrétariat technique restreint va réfléchir à la mise en place d'autres organes.
- **Le processus de décentralisation du SUN est difficile à envisager vue la situation politique** dans le pays.

COTE D'IVOIRE :

- La réunion de New York a été utile pour assurer ce qui était en cours en Côte d'Ivoire. **Plate-forme en train d'être mise en place au niveau du Premier Ministre** sur la base d'un décret pour la formalisation de la plate-forme pris en conseil des ministres. Ce décret est déjà élaboré et devrait être signé avant la fin d'année. Celui-ci devrait aussi poser le principe de plate-forme au niveau local.
- Nécessité par la suite d'évaluer la situation dans les régions pour adapter la mise en place de plates-formes multisectorielles.
- **Un Secrétariat collégial pluridisciplinaire** va être mis en place au niveau et coordonné par le Ministère de la santé pour les aspects techniques. C'est lui qui préparera les bases de discussions pour la plate-forme, déjà sur une base multisectorielle.
- L'enjeu et la réussite tiennent à une **bonne coordination**. Très bonne synergie avec les PTF : PAM, UNICEF, OMS. Le Premier Ministre a écrit à tous les **PTF** et chacun a désigné un point focal en son sein. Afin de prévenir les conflits d'intérêts avec le **secteur privé**, entamera un dialogue avec les organisations plutôt qu'avec des entités individuelles. Au-delà du patronat, il existe des organisations aux niveaux sectoriels. Le gouvernement veut mettre en place une parité entre l'état et la société civile, les académiques, le secteur privé et les PTF. **Des rencontres thématiques avec les différents acteurs pour échanger seront organisées.** Des TdR pour le fonctionnement et le rôle des acteurs seront élaborés.

HAÏTI :

- **La plate-forme nationale est constituée (COLFAM, commission nationale de lutte)** sous la présidence de la première dame. **Le secrétariat exécutif** de la Colfam présidé par JR Brutus. Le **secteur privé** est impliqué à travers les Moulins d’Haïti qui participent à la fortification de la farine et à l’amélioration qualitative de la diète. Le **Ministère de l’agriculture** assure la coordination nationale de la sécurité alimentaire et a un rôle dans les analyses et mesures de la consommation. Bonnes relations avec les **agences des Nations Unies** également. Le Président a accordé le leadership du SUN au Ministère de la santé.
- **Décentralisation** au niveau départemental : les plates-formes départementales en nutrition au niveau de chacun des 10 départements méritent d’être renforcées. Les secteurs de l’éducation et de l’agriculture sont impliqués, mais un effort reste à faire pour intégrer les OSC et des membres du secteur privé. Haïti (Ministère de la santé) travaille à des TDR à distribuer au niveau départemental pour appuyer au montage des plates-formes départementales. **Demande à recevoir des exemples de TDR d’autres pays.**

GUINÉE :

- **Un groupe technique fonctionne** comme au Mali. Vont revoir les TDR du groupe pour l’élargir à la société civile, mais aussi aux industriels.

BÉNIN :

- **Étapes clés pour activer la plate-forme multisectorielle** : Organisation d’un atelier de consensus national avec tous les acteurs impliqués dans la nutrition (gouvernement, monde académique, gouvernements locaux, société civile, secteur privé, PTFs) : novembre 2007. A servi de base à la série de réformes qui a suivie. Mise en place du **Conseil National de la Nutrition** qui regroupe tous les acteurs sous l’autorité du chef de l’État. Est appuyé par un **Secrétariat permanent**, bras opérationnel du Conseil. La **plate-forme des PTFs** existe (UNICEF chef de file) ;
- **Décentralisation** : en phase d’essai. Mise en place d’un projet pédagogique dans 10 communes les plus vulnérables, pour établir des plates-formes avec tous les acteurs impliqués (avec l’appui de BM et UNICEF). Arrêté communal ou municipal permettra l’établissement de points focaux nutrition dans les 77 communes du Bénin. Ceux-ci auront à produire le profil nutritionnel de la commune, le Cadre de résultats communs, des plans et programmes d’intervention annuels. Pas de termes de référence officiels.

BURKINA FASO :

- **Conseil National de Concertation en Nutrition (CNCN)** créé en 2007 suite à un plaidoyer auprès du Ministre de la santé et des autorités de haut niveau par décret ministériel. Le Conseil essaye de se réunir tous les 6 mois (juin et décembre), mais ce n’est pas toujours possible pour des questions administratives. **Conseil présidé par le Ministère de la santé** avec 3 vice-présidents de l’agriculture et la sécurité alimentaire, l’action sociale, l’économie et les finances. Tous les secteurs ministériels sont impliqués (eau-assainissement, environnement, ressources animales, promotion de la femme, etc.) ainsi que les PTF et la société civile. **Le Secteur privé et le secteur académique** ne sont pas très bien pris en compte dans la plate-forme.
- **Plates-formes décentralisées dans les 13 régions sanitaires (CRCN)**; se réunissent plus régulièrement. Présidées par les gouverneurs des régions (avec les hauts commissaires des provinces, les maires, les partenaires locaux (OSC, etc.)). Une réunion de l’ensemble de ces plates-formes est prévue au niveau national.

- **Comités Villageois de Développement** qui s'occupent de tous les secteurs (développement territorial).
- **Vont travailler sur le lien direct entre les plates-formes entre les niveaux national et locaux.**

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO (RDC) :

- La présence du Ministre de l'Éducation au Rassemblement global du Mouvement SUN a confirmé la multi-sectorialité en RDC.
- **Processus mis en place pour l'établissement et renforcement des plates-formes nationales:** établir des contacts informels puis formels avec les membres de la plate-forme ; établir ensuite des TDRs de la plate-forme ; convocation d'une réunion des acteurs de la plate-forme pour parler du SUN sur la base des TDR élaborés ; réunion pour la mise en œuvre officielle de la plate-forme. Suite à la mise en œuvre, suivre les activités en assurant un appui technique en termes de conseil et d'évaluation du travail. Capitaliser à partir des groupes thématiques existants (agriculture ; inter-bailleurs santé, accélération des OMD 4 et 5). **Comité national multisectoriel de nutrition dont l'ancrage sera au niveau de la primature.**
- **Niveau opérationnel des plates-formes au niveau national seulement pour l'instant ;** mais le problème de la nutrition se posant au niveau de la base, il y aura des plates-formes aux niveaux provincial, districts, communautaire.
- **Deux mécanismes de mise en œuvre des actions pour la bonne coordination et l'alignement :** (i) réunions intra-plates-formes qui regroupent les acteurs de chacune des plates-formes (discussion des plusieurs problèmes de politique nationale, c'est-à-dire alignement au cadre commun de résultats) ; les réunions se tiendront 1 fois par trimestre ; (ii) réunions des plates-formes avec le Président du Comité national multisectoriel de nutrition, le Premier Ministre ou son représentant (Jaques Bonyoma, conseiller socioculturel du PM et point focal SUN). Réunions d'information réciproque sur la redevabilité 1 fois par semestre ; chaque plate-forme doit être au courant de ce qu'il se passe dans le Comité et vice-versa. L'efficacité de ces mécanismes sera évaluée au fur et à mesure de leur mise en place.
- **Engagement actif dans la plate-forme multi-acteur :** ministères, société civile, PTFs. La plate-forme des donateurs (chef de file : Banque Mondiale) et celle de la société civile existent. La plate-forme des scientifiques est en cours de création.
- **Plaidoyer et sensibilisation** pour associer d'autres acteurs. **Secteur privé** difficile à organiser, car constitué de nombreux acteurs et souvent peu sensibilisés aux questions nutritionnelles. **Souhaite avoir accès à des exemples d'autres pays. Les parlementaires** sont moins difficiles qu'avec le secteur privé à engagés, car sont déjà sensibilisés.

David Nabarro :

- Union internationale des parlementaires. Réunion sur la nutrition en juin 2014. Grande sensibilisation sur le continent africain.
- Engagement du secteur privé dans plusieurs des pays. Allons essayer de partager l'expérience des autres pays et du réseau global du secteur privé.

BURUNDI

- **Plate-forme multisectorielle pas encore fonctionnelle.** Cadre légal envoyé au conseil de ministres. 1^{er} niveau : Comité de pilotage présidé par le 2^e vice-président intégrant les ministres de l'intérieur (qui favorise le travail avec les collectivités locales), des finances, de la communication, de l'environnement, de l'eau et assainissement, du développement communal, du commerce et de la

solidarité, etc. ainsi que les représentants de la société civile, des agences des NU et des bailleurs. 2^e niveau : secrétariat SUN avec le point focal SUN, les facilitateurs REACH, le secrétaire REACH, le consultant pour les projets de mobilisation des ressources. Basé à la 2^e vice-présidence. 3^e niveau : comité technique de la plate-forme regroupant le secrétariat SUN, les points focaux des ministères cités plus haut et les points focaux des 5 agences des NU, des bailleurs, le sa société civile, du secteur privé. **Il y aura des réseaux** des parlementaires, des agences de l'ONU, du milieu académique, des PTFs, de la société civile, du secteur privé, du gouvernement, des médias, des confessions religieuses, des techniciens des ministères et autres structures du gouvernement.

- **Identification des acteurs** : bailleurs, milieu académique, le gouvernement ; le secteur privé, la société civile et les medias. Réunions pour **sensibiliser les réseaux en cours de formation. TDR en cours d'élaboration pour définir les rôles et responsabilités.**
- **Identification des correspondants au niveau décentralisé**

TCHAD :

- **Plate-forme très active** avec jusqu'à maintenant une mission restreinte: accompagner l'élaboration de la politique nationale et organiser d'un forum national. Est composée des différents ministères, de la société civile (association des consommateurs tchadiens). Il est question aujourd'hui de **l'élargir à d'autres membres et de créer un Comité technique permanent pour la nutrition et l'alimentation.** Il existe un comité technique qui fonctionne placé au Ministère de la santé publique.
- **Le document de politique nationale nutritionnelle vient d'être validé et prévoit qu'un Conseil national de Nutrition et d'Alimentation soit mis en place au niveau de la primature.** Discussion avec les autres ministères avec l'aide de REACH. **2 ministères porteurs : santé publique et agriculture.** Vont essayer de mettre en place une plate-forme commune pour ce qui concerne la nutrition et la sécurité alimentaire.
- **Souhaitent mettre en place des Comités régionaux pour la nutrition et l'alimentation.** Il existe déjà un système de concertation décentralisé au niveau régional dans le cadre de l'éradication de la poliomyélite. Vont essayer de se baser sur ce qui existe.